L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLÉANS, DIMANCHE MATIN, 22 JANVIER 1871. 44me Année—Vol. XLIV.

DUFOUR & LIMET,
PROPRIÉTAIRES-ÉDITEURS.

NOUVELLE-ORLÉANS.

DIMANCHE MATIN, 22 JANVIER.

VENTES A L'ENCAN DE DEMAIN, LUNDI.

Pour les détails, voir aux annonces.

Par le Shérif, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre Douane et Canal, à 11 heures :

Un terrain ne dans le Premier District, rue Johnson, entre Perdido et Gravier, avec toutes les améliorations qui s'y trouvent, situé dans le Quatrième District, borné par les rues Clermont, Celeste, Felicité et Starlet, avec toutes les bâtisses qui s'y trouvent—De plus, un terrain dans le Troisième District, rue Bienville, entre Mitre et Etat à 5 heures P. M., sur les lieux, le fonds de boulangerie situés au No 131, rue des Français.

Par Hoffman, Marks & Co., au No 38 de la rue de Chartres—Grande vente par colis et par catalogues, entre mois de crédit, de 500 colis marchandises sèches à étrangères, de printemps.

Par E. E. Morphy, dans les batisses Marigny, Peters, entre Mandeville et Marigny, tout le mobilier et articles pour fournitures de navires, de Healy & Ashby.

Par Beaumont, au No 48 de la rue de Chartres—Vêtements fins, chapeaux, et articles de goût pour hommes.

Par Louis Stern & Bros., au No. 16 de la rue de Chartres—bottes, souliers et bredequins.

ATTENTION!!

Propriétés améliorées et vacant de valeur à être vendues par le shérif :

Nous appelons l'attention sur les ventes aux enchères publiques qui auront lieu demain, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, par le ministère du shérif. Ces ventes comprennent :

Deux portions de terre ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, situées rue des Perdido, entre celles Chesnut et du Cinquième District.

Deux terrains ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, situées rue Johnson, entre celles Perdido et Gravier, Premier District.

Un terrain ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, situées rue Gravier, entre celles Perdido et Gravier, même District.

Un terrain situé rue Bienville, entre celles Tonti, Dauphine District.

Pour le détail et les conditions, voir aux annonces.

ATTENTION!!

Par le shérif pour être vendu demain, à 3 heures P. M., devant la porte principale de l'aile d'une bonne maison, située No 131, rue des Français, entre celles d'Amour et des Bons Enfants, Troisième District :

Marchandises de printemps, importées—Grande vente par colis et par catalogue, à crédit, qui aura lieu faite demain, mercredi, à dix heures du matin, par MM. Hoffman, Marks & Co. Il y a 300 colis de marchandises étrangères de printemps, comprenant des draps noirs et Unies, des lainés imprimées et des robes, des nouveautés, des mousselines, des jaconas, étoffes larges, soieries, alpacas, des mouchoirs de la bonnelerie anglaise, des courtes vestes, etc. Les acheteurs trouveront là d'excellentes occasions.

☞ Faites imprimer vos Factures, Cartes, etc., au "Picayune Printing Office", en commence des rues Camp et Perdido.

CYANDIS PURS et sans MÉLANGE—Confiserie fine en tous genres chez J. VILLARRIA & Cie, successeurs d'Ernest Turpin, 93 rue Vieille-Levée.

THEATRES.

AUJOURD'HUI, DIMANCHE.

OPÉRA—Le Postillon de Lonjumeau.

ACADÉMIE DE MUSIQUE—Oliver Twist.

ST CHARLES—Ireland la it Was.

MUSÉE CRESCENT CITY—Fos 40 et 42 rue Charles.

CIRQUE DAN RICE—Coin Orléans et Bourbon.

La Conférence de Londres.

La conférence des grandes puissances, et la réunion a été provoquée par les prétentions de la Russie en [illegible], a été, après une séance préliminaire le 18, ajournée au 24 courant, c'est-à-dire mardi prochain. Il est manifeste, dit le désir qu'ont exprimé plusieurs gouvernements d'y voir la France représentée, que la question du rétablissement de la paix entre la France et l'Allemagne y a un rôle tenu aussi important que celui de la libre navigation de la Mer Noire et comme le règlement de la prochaine paix plus urgent qu'celui de la Russie, il est à présumer qu'il fera l'objet des premières délibérations.

Malgré ses succès continus, le roi Guillaume a pas voulu atteindre son entrée à Paris pour se faire proclamer empereur d'Allemagne. La cérémonie vient d'avoir lieu à Versailles, et, le but de l'ambition [illegible] n'est pas étant atteint, on peut supposer qu'il n'assistera pas pour avoir Paris si certaines conditions sont acceptées.

L'Allemagne est en paix avec le monde entier, et, bien que le ministre prussien M. de Bernstoff, ait reçu pour instructions de ne pas accepter de discussion sur cette question, à moins que les ouvertures n'en viennent de la France, nous avons de la peine à croire que le nouvel empereur et ses conseillers désirent réellement la fin de la guerre.

Malheureusement, la conclusion de la paix nous paraît très difficile à obtenir entre les conditions où se trouvent les parties belligérantes. La Prusse, victorieuse sur tous les points et dont les armées ont dispersé les forces de Chanzy et tiennent en échec celles de Bourbaki et de Faidherbe, ne se montrera pas disposée à rien rabattre de ses prétentions primitives. Et, comme, en politique, le droit du plus fort est toujours le meilleur, elle ne trouvera guère de contradicteurs parmi les puissances neutres appelées à la conférence.

Déjà, au dire du télégraphe, l'Autriche, pour faire sa cour au nouvel Empereur, aurait consenti à occuper, par l'intermédiaire de son représentant, le rôle de "porte-voix" des prétentions de la Prusse. Si nous en croyons une dépêche, elle proposerait la paix sur des bases où ne peut plus onéreuses pour la France : le paiement de trois milliards de thalers comme indemnité de guerre, la cession de vingt navires de la flotte, l'occupation d'un des forts commant Paris, et l'abandon de la rive gauche du Rhin sur une largeur de plusieurs lieues.

Une pareille proposition, venant d'une puissance neutre, servira évidemment de point de départ à la Prusse pour exiger une beaucoup plus grande étendue de territoire. Le représentant prussien tirera également de la capture des forteresses de l'Est et du Nord pour demander que la Prusse conserve la possession de toutes celles qui bordent la frontière allemande telle du Luxembourg!

Que dira M. Jules Favre, s'il va à Londres, comme cela paraît assez probable! Se soumettra-t-il aux conditions qu'il a refusées comme inacceptables à Ferrières, ou aura-t-il pas à combattre contre de nouvelles exigences!

C'est avec regret que nous voyons la santé de représenter les intérêts de la France confiée à un homme d'un sentimentalisme pleurard et qui n'a jamais montré une qualités qui font l'homme d'Etat. Au milieu de tous ces diplomates rompus aux roueries et aux fourberies de la politique des cours, le célèbre avocat sera sans aucune influence et il sera le jouet des intrigues de M. de Bismarck. Il n'est pas une seule puissance sur l'appui de laquelle M. Favre puisse compter, s'il consent à traiter du règlement de la paix avant qu'il ait été statué sur les points du litige soulevé par la Russie ; car il est évident que chacune des puissances intéressées dans la question d'Orient, travaille, en ce moment, à mettre la Prusse de son côté et est disposée dans cet espoir, à sacrifier la France pour gagner l'alliance du roi Guillaume.

Le représentant de la France ne peut donc espérer d'appui dans la conférence qu'en se refusant à tout débat sur la paix avant qu'il ait été prononcé sur la question d'Orient, par il est certain que, sur cette question, les puissances se diviseront, et que l'envoyé français pourrait, avec un peu d'habileté, mettre à profit cette division pour obtenir des conditions de paix plus favorables.

S'il est vrai, comme le dit une dépêche, que Paris ait des vivres pour deux mois encore, la France a tout intérêt à continuer la lutte. Ses armées aguerries par leurs défaites même et renforcées constamment par les nouvelles levées finiront par reprendre le dessus. La fortune se lassera peut-être d'accabler les armes françaises. Si même que la patience des soldats allemands finira par se fatiguer de la prolongation d'une guerre qui les retient depuis plus de six mois loin de leurs foyers.

On attribue au général Trochu un mot qui peint la situation. Il aurait dit : "La guerre ne commencera véritablement qu'au printemps." Il a voulu, évidemment, parler de la guerre de délivrance, sachant très bien que des armées de conscrits ne pourraient acquérir qu'au prix de nombreux revers, la solidité nécessaire pour vaincre les armées d'automates disciplinés que fait mouvoir le général de Moltke.

Si la réunion de la Conférence ne doit pas produire une paix immédiate, elle pourra, au moins, fournir à l'envoyé français une occasion de protester solennellement à la face des représentants de l'Europe contre la manière odieuse et barbare, dont la guerre est conduite par les armées du roi Guillaume. Toute l'hypocrisie de Bismarck ne pourra déguiser les faits. Il faut que l'Europe soit mise en demeure d'accepter ou du repousser la responsabilité de ces actes de sauvagerie indignes d'une époque civilisée. Les débats de la conférence produiront d'importantes révélations, et le monde saura ce que coûte d'infamies et de trahisons cette couronne d'Empereur dont le descendant du grand Frédéric aspire à ceindre sa tête.

UN VETO DU GOUVERNEUR SOUTENU AU SÉNAT.—Le bill des Levées qui donnait à une compagnie le privilége de lever des taxes sur toutes les paroisses riveraines du fleuve pendant plus d'un quart de siècle, avait passé à la Chambre par-dessus le veto du gouverneur, mais nous avons la satisfaction d'annoncer qu'il a échoué hier au Sénat. Le veto du gouverneur a été soutenu par 22 voix contre 2. Ce premier succès nous en présage-t-il d'autres ?

ENVOI DE FONDS EN FRANCE.—M. A. Rochereau, président du Bureau de la souscription française, a reçu du comité du Bazar Français un second versements s'élevant à quinze mille dollars. Il s'est empressé d'adresser ce montant à la commission centrale de secours en France.

Nous publierons à la fin du mois un état des sommes encaissées et envoyées en France par le comité.

SOUSCRIPTION MENSUELLE.—Nous avons reçu hier, de M. A. de Lizardi la somme de cent piastres, montant de son quatrième versement à la souscription mensuelle pour le fonds de secours français. Nous publierons, la semaine prochaine, l'état des versements à la souscription mensuelle pour les trois derniers mois de 1870. Messieurs les souscripteurs sont invités par le trésorier à lui faire parvenir le montant de leurs cotisations arriérées, afin qu'il puisse dresser un état de situation exact.

GRAND BAL PARÉ ET MASQUÉ DU CONCLAVE ÆTNA.—Nous apprenons du jour où le Conclave Ætna No 15, de la société des S. S., doit donner son troisième grand bal annuel, paré et masqué. Déjà bien des toilettes sont prêtes, bien des cœurs battent à l'avance à la pensée du plaisir que doit procurer cette fête, qui promet d'éclipser celles qui l'ont devancée. L'annonce des bals de l'Ætna a toujours eu le privilége de mettre en émoi toute notre jeunesse étudiante. Nous rappelons donc aux retardataires qui n'ont pas encore leurs billets en leurs invitations qu'ils n'ont pas de temps à perdre, car le bal a lieu mardi, à la salle des Odd-Fellows.

On trouvera dans l'annonce, à la seconde page, la liste des membres des comités d'invitation et d'arrangement.

BAL AU PROFIT DES FAMILLES DE DEUX POMPIERS.—La Compagnie de la pompe à vapeur "Eagle No 5," doit donner, jeudi prochain, 26 courant, dans la salle des Odd Fellows, un grand bal au bénéfice des familles de deux pompiers morts dans l'exercice de leurs fonctions, Thos. J. Fox et Jos. Clavier. Nous remercions le comités des invitations qu'il nous a adressées.

CONSOMPTION CHRONIQUE.—Dans sa quinzième lettre insérée aujourd'hui dans nos colonnes, le docteur Hunter parle de ce symptômesqui caractérisent ce qu'on appelle la consomption lente ou chronique, maladie qui est d'autant plus à redouter que, sa marche étant lente, le patient ne s'inquiète des progrès qu'elle fait que lorsqu'il est déjà trop tard pour y remédier. Comme il est de la plus haute importance d'arrêter le développement d'une affection qui peut conduire au tombeau, les explications données par le docteur sur les symptômes qui indiquent la présence dans l'organisme de cet ennemi redoutable, seront lues avec intérêt et appelleront l'attention sur le mode de traitement qu'il propose.

☞ Voulez-vous de beaux et bons chapeaux à prix réduits ? Adressez-vous au coin St-Louis et Royale.

PRESSE ALLEMANDE.

On sait que le député démocrate bavarois Kolb a résigné son mandat. Voici le message impérial qu'il a reçu par laquelle il a notifié cette résolution à ses électeurs.

"Le roi m'a assuré que mes opinions et mes principes ne sont plus en harmonie avec les appréciations de la plupart de mes électeurs, de me mettre qu'à déposer mon mandat entre leurs mains. Hélas! les événements auxquels nous assistons ne justifient que trop mes craintes de voir, et aujourd'hui plus que jamais je pense que cette guerre dynastique, qui est le fruit des entretiens de Biarritz et de la candidature du prince de Hohenzollern au trône d'Espagne, aurait pu être évitée par un simple mot, par une renonciation définitive à la couronne espagnole. Oui, je le répète, j'estime que cette guerre injuste, loin de servir la cause populaire, ne sert que les vues de la réaction.

Les églises transformées en camps.

On lit dans le *Journal de Lisieux*, sous ce titre : Nos Eglises :

Il est impossible de se faire une idée du spectacle singulièrement émotionnant qu'offrent en ce moment nos églises.

A Pont-Audemer, 4,000 soldats transis, affamés, mal vêtus, remplissent les deux églises.

A Honfleur, l'église St-Léonard reçoit chaque soir, sur ses dalles, 1,400 mobiles; l'église Ste, Catherine abrite 1,500 mobiles arrivés dans un tel état, que trois ou quatre sont morts d'épuisement sous le portail de cette vénérable temple. La ville de Honfleur voit se multiplier les plus honorables dévouements : les voitures privées transportent les infirmes, les familles revendiquent leur large contingent d'hommes à abriter et à nourrir ; le presbytère de Ste-Catherine devient promptement un hôpital.

—Episode inconnu à la bataille de Champigny :

Il y avait à ce combat trois jeunes gens intimement liés, tous trois sortant du collége Bonaparte, tous trois lauréats du grand concours, et enfin, tous trois engagés au 2e zouaves. On les avait surnommés les trois mousquetaires. Ce sont MM. Mardy, fils de M. Mardy, chef de bureau à la poste ; Maquet, neveu de l'auteur dramatique ; le nom du troisième, malheureusement, n'est échappé. Après la bataille, le jeune Mardy se mit à la recherche de ses deux amis, il ne trouva que Maquet, que le frôlement d'un boulet avait renversé, et il le rapporta sur ses épaules ; quant à son camarade, il a disparu. Ce dernier et Maquet sont portés pour la croix de la Légion-d'honneur.

—On lit dans une lettre d'un médecin de l'ambulance du Midi, qui est en ce moment à Bellegarde (Loire) :

"Nous avons dans nos salles un grand nombre de blessés prussiens. La plupart des blessures reçues par les Français sont peu graves, tandis que les Prussiens sont presque tous frappés en pleine poitrine et ont des plaies pénétrantes qui mettent leur vie en danger. Ceci provient : le de ce que, quelle que soit la vaillance dont ils font preuve, ils ne supportent pas le feu aussi bien que les chassepots et ont une trajectoire plus prononcée. Je de ce que les Français sont tirés par la bande sans viser : de ce que la position prise par le soldat français pour faire feu non-[illegible]ment lui permet de viser juste, mais [illegible] qu'il est de pouvoir, s'il le faut, qui, le frappant en pleine poitrine ne l'atteint qu'au bras ou à la main, grâce à cette position."

CHRONIQUE LOCALE.

ACCIDENTS PAR L'HUILE DE CHARBON.—Nous recevons du Bureau de santé un rapport fait avec soin disant il résulte que, en cinq mois, il y a eu à la Nouvelle-Orléans et dans les environs, 28 accidents causés par des explosions d'huiles et de fluides provenant du pétrole. Ces accidents ont coûté la vie à huit personnes, ont causé des brûlures terribles à une trentaine d'autres et la destruction de nombre de bâtisses. La dernière incendie qui a réduit 17 maisons en cendres à la Nlle-Orléans, a été causé par l'explosion d'une lampe à huile de charbon. Le rapport bleau fait par le Bureau de santé montre que la plupart de ces accidents terribles sont le fait des familles ignorantes, Allemands, Irlandais, Polonais et autres, et jamais présent aucun accident n'a été produit par l'usage de l'huile que le Bureau de santé a déclaré bonne, c'est-à-dire l'huile dont le *flashing point* est le point d'ignition est de 110 degrés Fahrenheit, ou au-dessus.

Le rapport explique également l'ordonnance du Bureau de Santé contre les mauvaises huiles, n'a pas eu d'objet. Des pénalités ont été infligées pour certaines violations de cette ordonnance, mais la Cour a décidé que de telles ordonnances ne pouvaient émaner du Bureau de Santé, et qu'elles étaient du ressort de la police. En conséquence, un bill a été présenté à ce sujet à la Législature. Nous recommandons une autre fois sur cette matière fort importante.

L'AFFAIRE DU CHEMIN DE FER DE LA RUE DES MAGASINS.—Cette affaire s'est terminée hier par un verdict du jury qui met à néant les prétentions de J. E. Young en la vole du chemin de fer des Magasins dans la ville de Jefferson. Le contrat passé par le dernier Conseil de Jefferson avec Young a été déclaré nul et de nul effet. Cette conclusion est fort importante en ce que la N.-Orléans y était intéressée, ayant été appelée en garantie. Elle est importante encore en ce que la Nlle-Orléans a beaucoup d'autres affaires légèrement ayant leur source dans la création du dernier conseil de Jefferson et cette propension [illegible] même en matière d'affaires. L'Hon. T. J. Semmes et le juge Cotton ont représenté la Compagnie dans ce grand procès. Rufus Waples défendait la ville et MM. Frank Butler et R. King Cutler soutenaient la réclamation de J. H. Young.

MORT EN CHEMIN.—M. R. Robinson, riche planteur dans la paroisse Plaquemine, était venu passer quelques jours en ville et avait pris le logement au City Hotel. Son amis l'ayant trouvé subitement indisposé hier matin, jugèrent à propos de l'envoyer à l'Hôtel-Dieu. Il fut donc placé avec tous les soins convenables dans un cabriolet de louage et transporté à l'hôpital. Mais arrivé à destination, le cocher reconnut qu'il n'y avait plus qu'un cadavre dans la voiture.

Le Dr. J. B. Cooper, appelé sans délai, a donné un certificat d'après lequel la mort aurait été causée par une congestion cérébrale.

BAL A LA SALLE DE LA RUE BIENVILLE.—Le bal donné hier soir à la salle de la rue Bienville et Passage de la Bourse a été fort brillant. Nous y avons vu nombre de belles femmes et des cavaliers bon gout et fort élégantes. Les danses ont été très animées et la musique s'est distinguée par un entrain et une précision de mesure fort remarquables.

Les honneurs du bal ont été admirablement faits par le comité d'arrangement, et nous prenons M. Maurice H. Pollak, un des membres du comité, de vouloir bien recevoir une seconde fois nos remerciements pour toutes les aimables attentions qu'il a eues pour nous.

SENTENCES.—W. Kunoth, convaincu de s'être approprié le montant de la vente de deux tableaux qui lui avaient été confiés, a été condamné à un an de travaux forcés.

John Henry, pour avoir volé un billet de $20, a été condamné à un an de pénitencier.

AFFAIRE DE SARAH JANE.—Pour cette fois, le juge Cooley n'a pas voulu accorder le writ d'*habeas corpus* demandé pour cette pauvre malheureuse. Il a dit que sa décision avait été commentée avec sévérité, il avait besoin de temps pour la justifier. En conséquence, Sarah Jane a été provisoirement renvoyée en prison.

TENTATIVE DE FRAUDE.—Marc Jourdan et John Sydney ont été arrêtés sur l'accusation d'avoir essayé de vendre de fausses montres à la gare du chemin de fer de Chattanooga.

VOL.—La maison de M. C. Laplace, rue Carondelet, entre les rues Washington et Troisième, a été visitée vendredi soir par des voleurs, et le coffre de M. Stevens, épicier, a été forcé et une somme d'argent. Ils sont entrés au moyen de fausses clés et sont repartis sans avoir réveillé personne.

UN ENFANT MORDU PAR UN CHIEN.—Hier matin vers 9 heures, un petit garçon de 3 ans fils de L. B. Flores, demeurant Promenade Carondelet, a été mordu par un chien près de la ruo des Marais. L'enfant qui appartenait à John Bassino, a été traité immédiatement par le père de l'enfant.

ENVOYÉS EN PRISON.—J. J. Foley, avocat, et le capitaine Bruce, gardien du Workhouse, ont eu une querelle et en sont venus aux coups devant la Sixième Cour de District et en pleine audience. Le juge Cooley les a condamnés tous deux à 8 jours de prison pour mépris de cour.

NOYÉ.—Hier, vers les 5 heures du soir, un blanc inconnu est tombé dans le fleuve devant la rue de la Douane et s'est noyé. Le malheureux était pris de boisson, dit-on, quand nous rapporte.

LÉGISLATURE, 20 janvier.—*Sénat.*—Un message du gouverneur transmet une communication du secrétaire de la guerre relative à l'achat de cimetières nationaux dans l'Etat de la Louisiane, suivant un acte du Congrès. La communication a été référée.

Un autre message soumet à la Législature les résolutions passées par la Convention d'immigration internationale de Chicago, pour la protection des émigrants. Référé.

M. Ray présente un bill de secours pour l'Académie des Sciences.

Le comité de finance fait un rapport favorable au bill pour faciliter les intérêts du commerce et pour établir une compagnie d'entrepôts.

Le comité des levées fait un rapport favorable au bill pour la protection de la ville de Bayou Sara.

Les bills suivants sont présentés : bill pour incorporer la Compagnie du chemin de fer de Tonton Farmerville et Fulton ; pour amender le bill de la paroisse qui autorise ; pour incorporer la compagnie de desséchement de la Nlle-Orléans ; pour amender la loi sur les taxes, pour amender l'acte relatif à la nomination des administrations publics.

M. Ray présente une résolution jointe pour nommer un comité de desséchement dans la ville de la Nlle-Orléans.

M. Todd présente une résolution relative au détournement du fonds de la police métropolitaine.

M. Lewis présente une résolution pour nommer un comité de 3 membres chargé de s'informer combien de places occupent certains sénateurs et combien ils en retirent d'émoluments.

M. Lynch demande la discussion du veto du gouverneur sur la bill de Levée de la Vallée du Mississippi.

Le message du veto est lu et M. Ray propose d'en ajourner la discussion à lundi en huit.

Le veto du gouverneur est soutenu par 32 contre 9.

M. Lewis demande la reconsidération du vote.

M. Lynch demande l'ajournement, de qui est adopté et le Sénat s'ajourne.

Chambre des Représentants.—94 membres sont présents.

Le règlement est suspendu et une résolution requérant le secrétaire d'Etat de recommander au bibliothécaire de l'Etat de permettre aux membres de la Législature, l'usage des livres et documents de la bibliothèque d'Etat, pendant la session, est adoptée.

Une résolution fixant l'heure de la réunion de l'Assemblée à 9 heures du matin, au lieu de midi, est déposée suivant le règlement.

Le comité auquel avait été référée la résolution jointe relativement au Congrès pour qu'il avise à quelque plan d'éducation d'école commune, dont profiterait uniformément et également toute la jeunesse des Etats-Unis, fait un rapport favorable.

Une résolution de M. Stramps, de Jefferson, pour faire publier les délibérations de la Chambre dans le *Louisiana State Register* a soulevé des objections. La résolution a été déposée sur le bureau en attendant.

Nombre de bills déjà annoncés, sont lus une seconde fois et référés au moyen de la suspension de la règlement.

Un bill présenté par M. Geddes, d'Orléans, pour la clôture des maisons publiques le dimanche, est lu une seconde fois et référé au comité ad hoc.

Divers bills concernant la Nlle-Orléans sont présentés. Ces bills établissaient des inspecteurs pour la ville et prescrivaient les administrateurs de ville de planter des arbres dans certaines rues.

Appel est fait des membres sur la motion de lire une troisième fois et d'envoyer à la copie la résolution jointe d'amnistie connue comme le bill de la Chambre No 50. Non 88. Les membres de couleur ont voté presque tous pour la négative.

Un bill amendant le code civil sur les biens en communauté est adopté et envoyé au Sénat.

La Chambre s'ajourne.

—Avant-hier, dit l'*Observateur*, de Tarbes, nous avons vu, à la gare, un de ces vieux grognards légendaires, petit, trapu, portant allégrement sous sa tête de fantassin et ses soixante-douze ans. Il appartient, nous a-t-il dit, au 4e de ligne. Il venait de la Loire où il s'est vaillamment comporté. Les jeunes ; on l'a renvoyé parce qu'il ne marchait plus assez vite. Mais il s'en revient dans son pays, les Vosges, où, nous a-t-il dit, j'ai trouvé plus grave que mon vieux fusil, dans les clairières, qu'aucun de ceux que j'ai laissés là-bas, avec leurs chassepots.

Il nous a raconté pourquoi nos généraux ont suivi un mauvais plan de campagne, comment il aurait, lui, battu les Prussiens, qui ne sont pas grand'chose, et que je n'ai pas la prétention de vous en développer ici. Il nous a conté les soins convenables dans un cabriolet de louage et transporté à l'hôpital. Mais arrivé à destination, le cocher reconnut qu'il n'y avait plus qu'un cadavre dans la voiture.

Le Dr. J. B. Cooper, appelé sans délai, a donné un certificat d'après lequel la mort aurait été causée par une congestion cérébrale.

BAL A LA SALLE DE LA RUE BIENVILLE.—Le bal donné hier soir à la salle de la rue Bienville et Passage de la Bourse a été fort brillant. Nous y avons vu nombre de belles femmes et des cavaliers bon gout et fort élégantes. Les danses ont été très animées et la musique s'est distinguée par un entrain et une précision de mesure fort remarquables.

Les honneurs du bal ont été admirablement faits par le comité d'arrangement, et nous prenons M. Maurice H. Pollak, un des membres du comité, de vouloir bien recevoir une seconde fois nos remerciements pour toutes les aimables attentions qu'il a eues pour nous.

SENTENCES.—W. Kunoth, convaincu de s'être approprié le montant de la vente de deux tableaux qui lui avaient été confiés, a été condamné à un an de travaux forcés.

John Henry, pour avoir volé un billet de $20, a été condamné à un an de pénitencier.

AFFAIRE DE SARAH JANE.—Pour cette fois, le juge Cooley n'a pas voulu accorder le writ d'*habeas corpus* demandé pour cette pauvre malheureuse. Il a dit que sa décision avait été commentée avec sévérité, il avait besoin de temps pour la justifier. En conséquence, Sarah Jane a été provisoirement renvoyée en prison.

TENTATIVE DE FRAUDE.—Marc Jourdan et John Sydney ont été arrêtés sur l'accusation d'avoir essayé de vendre de fausses montres à la gare du chemin de fer de Chattanooga.

VOL.—La maison de M. C. Laplace, rue Carondelet, entre les rues Washington et Troisième, a été visitée vendredi soir par des voleurs, et le coffre de M. Stevens, épicier, a été forcé et une somme d'argent. Ils sont entrés au moyen de fausses clés et sont repartis sans avoir réveillé personne.

UN ENFANT MORDU PAR UN CHIEN.—Hier matin vers 9 heures, un petit garçon de 3 ans fils de L. B. Flores, demeurant Promenade Carondelet, a été mordu par un chien près de la ruo des Marais. L'enfant qui appartenait à John Bassino, a été traité immédiatement par le père de l'enfant.

ENVOYÉS EN PRISON.—J. J. Foley, avocat, et le capitaine Bruce, gardien du Workhouse, ont eu une querelle et en sont venus aux coups devant la Sixième Cour de District et en pleine audience. Le juge Cooley les a condamnés tous deux à 8 jours de prison pour mépris de cour.

NOYÉ.—Hier, vers les 5 heures du soir, un blanc inconnu est tombé dans le fleuve devant la rue de la Douane et s'est noyé. Le malheureux était pris de boisson, dit-on, quand nous rapporte.

LÉGISLATURE, 20 janvier.—*Sénat.*—Un message du gouverneur transmet une communication du secrétaire de la guerre relative à l'achat de cimetières nationaux dans l'Etat de la Louisiane, suivant un acte du Congrès. La communication a été référée.

Un autre message soumet à la Législature les résolutions passées par la Convention d'immigration internationale de Chicago, pour la protection des émigrants. Référé.

M. Ray présente un bill de secours pour l'Académie des Sciences.

Le comité de finance fait un rapport favorable au bill pour faciliter les intérêts du commerce et pour établir une compagnie d'entrepôts.

Le comité des levées fait un rapport favorable au bill pour la protection de la ville de Bayou Sara.

Les bills suivants sont présentés : bill pour incorporer la Compagnie du chemin de fer de Tonton Farmerville et Fulton ; pour amender le bill de la paroisse qui autorise ; pour incorporer la compagnie de desséchement de la Nlle-Orléans ; pour amender la loi sur les taxes, pour amender l'acte relatif à la nomination des administrations publics.

M. Ray présente une résolution jointe pour nommer un comité de desséchement dans la ville de la Nlle-Orléans.

M. Todd présente une résolution relative au détournement du fonds de la police métropolitaine.

M. Lewis présente une résolution pour nommer un comité de 3 membres chargé de s'informer combien de places occupent certains sénateurs et combien ils en retirent d'émoluments.

M. Lynch demande la discussion du veto du gouverneur sur la bill de Levée de la Vallée du Mississippi.

Le message du veto est lu et M. Ray propose d'en ajourner la discussion à lundi en huit.

Le veto du gouverneur est soutenu par 32 contre 9.

M. Lewis demande la reconsidération du vote.

M. Lynch demande l'ajournement, de qui est adopté et le Sénat s'ajourne.

Chambre des Représentants.—94 membres sont présents.

Le règlement est suspendu et une résolution requérant le secrétaire d'Etat de recommander au bibliothécaire de l'Etat de permettre aux membres de la Législature, l'usage des livres et documents de la bibliothèque d'Etat, pendant la session, est adoptée.

Une résolution fixant l'heure de la réunion de l'Assemblée à 9 heures du matin, au lieu de midi, est déposée suivant le règlement.

Le comité auquel avait été référée la résolution jointe relativement au Congrès pour qu'il avise à quelque plan d'éducation d'école commune, dont profiterait uniformément et également toute la jeunesse des Etats-Unis, fait un rapport favorable.

Une résolution de M. Stramps, de Jefferson, pour faire publier les délibérations de la Chambre dans le *Louisiana State Register* a soulevé des objections. La résolution a été déposée sur le bureau en attendant.

Nombre de bills déjà annoncés, sont lus une seconde fois et référés au moyen de la suspension de la règlement.

Un bill présenté par M. Geddes, d'Orléans, pour la clôture des maisons publiques le dimanche, est lu une seconde fois et référé au comité ad hoc.

Divers bills concernant la Nlle-Orléans sont présentés. Ces bills établissaient des inspecteurs pour la ville et prescrivaient les administrateurs de ville de planter des arbres dans certaines rues.

Appel est fait des membres sur la motion de lire une troisième fois et d'envoyer à la copie la résolution jointe d'amnistie connue comme le bill de la Chambre No 50. Non 88. Les membres de couleur ont voté presque tous pour la négative.

Un bill amendant le code civil sur les biens en communauté est adopté et envoyé au Sénat.

La Chambre s'ajourne.

—Avant-hier, dit l'*Observateur*, de Tarbes, nous avons vu, à la gare, un de ces vieux grognards légendaires, petit, trapu, portant allégrement sous sa tête de fantassin et ses soixante-douze ans. Il appartient, nous a-t-il dit, au 4e de ligne. Il venait de la Loire où il s'est vaillamment comporté. Les jeunes ; on l'a renvoyé parce qu'il ne marchait plus assez vite. Mais il s'en revient dans son pays, les Vosges, où, nous a-t-il dit, j'ai trouvé plus grave que mon vieux fusil, dans les clairières, qu'aucun de ceux que j'ai laissés là-bas, avec leurs chassepots.

Il nous a raconté pourquoi nos généraux ont suivi un mauvais plan de campagne, comment il aurait, lui, battu les Prussiens, qui ne sont pas grand'chose, et que je n'ai pas la prétention de vous en développer ici. Il nous a conté les soins

PAR LE TELEGRAPHE.

Dépêches Transmises à "l'Abeille."

Avantages pour les Français dans l'Est.

Le bombardement de Paris.

Nouvelles batteries élevées par les Français.

Le feu des Prussiens n'a pas répondu à leur attente.

Plan de Trochu.

Marche de Faidherbe sur Soissons.

Retour probable de Paladine à l'armée.

Un article du journal le Siècle.

Il dénonce l'inaction de la marine.

Nouvelles Européennes.

Londres, 20—Une correspondance de Berlin, publiée dans le *London Telegraph* dit que le comte Bernstorff a reçu l'ordre de quitter la Conférence si la question de la guerre entre la Prusse et la France y était soulevée.

Des escarmouches sérieuses ont eu lieu dans la Franche-Comté. Les Français réclament l'avantage.

Londres, 20 janv—D'après une correspondance adressée de Versailles au *Telegraph*, les Allemands ont 22 batteries en position contre Paris. Les 17 et le 18, cependant, le bombardement a été moins fort, et dans les dernières vingt-quatre heures, il a presque cessé. On pense que des négociations en vue de la paix sont en cours.

On a reçu la nouvelle que le 12 courant, en vue de Vigo (Espagne), la corvette prussienne Augusta a coulé un navire de guerre français. 4 officiers et 20 hommes ont été capturés. Le *Victoria* a été attribué, avant hier, à ce même navire prussien, la prise d'un brick marchand. Le rapport nous paraît suspect.—Note du T.

On dit que Gambetta a demandé au général Paladine de reprendre le commandement de l'armée de la Loire.

Versailles, 17 janv—Spécial au *Telegram* —Un parlementaire est venu de Paris le 15. Son objet, dit-on, était de hâter, par un rapport, si cela se peut, avant la fin de la journée.

Dans la masse des documents envoyés par le gouverneur Holden se trouve une lettre du col. Hunt qui, en 1870, commandait le district de la Caroline du Nord. Le colonel dit qu'il n'a entendu parler d'aucun outrage pendant qu'il a été à l'Etat, et que des outrages commis avant son arrivée, celui qui cause le plus d'excitation, fut le meurtre de M. Stevens, sénateur. Il ajoute : la preuve fut acquise qu'il y avait de semblables organisations dans les deux partis. Toutes les affaires qu'il a eu à connaître à la longueur, jusqu'à la fin de la session, une autre fois sur cette matière fort importante.

L'AFFAIRE DU CHEMIN DE FER DE LA RUE DES MAGASINS.—Cette affaire s'est terminée hier par un verdict du jury qui met à néant les prétentions de J. E. Young en la vole du chemin de fer des Magasins dans la ville de Jefferson. Le contrat passé par le dernier Conseil de Jefferson avec Young a été déclaré nul et de nul effet. Cette conclusion est fort importante en ce que la N.-Orléans y était intéressée, ayant été appelée en garantie. Elle est importante encore en ce que la Nlle-Orléans a beaucoup d'autres affaires légèrement ayant leur source dans la création du dernier conseil de Jefferson et cette propension [illegible] même en matière d'affaires. L'Hon. T. J. Semmes et le juge Cotton ont représenté la Compagnie dans ce grand procès. Rufus Waples défendait la ville et MM. Frank Butler et R. King Cutler soutenaient la réclamation de J. H. Young.

MORT EN CHEMIN.—M. R. Robinson, riche planteur dans la paroisse Plaquemine, était venu passer quelques jours en ville et avait pris le logement au City Hotel. Son amis l'ayant trouvé subitement indisposé hier matin, jugèrent à propos de l'envoyer à l'Hôtel-Dieu. Il fut donc placé avec tous les soins convenables dans un cabriolet de louage et transporté à l'hôpital. Mais arrivé à destination, le cocher reconnut qu'il n'y avait plus qu'un cadavre dans la voiture.

Le Dr. J. B. Cooper, appelé sans délai, a donné un certificat d'après lequel la mort aurait été causée par une congestion cérébrale.

BAL A LA SALLE DE LA RUE BIENVILLE.—Le bal donné hier soir à la salle de la rue Bienville et Passage de la Bourse a été fort brillant. Nous y avons vu nombre de belles femmes et des cavaliers bon gout et fort élégantes. Les danses ont été très animées et la musique s'est distinguée par un entrain et une précision de mesure fort remarquables.

Les honneurs du bal ont été admirablement faits par le comité d'arrangement, et nous prenons M. Maurice H. Pollak, un des membres du comité, de vouloir bien recevoir une seconde fois nos remerciements pour toutes les aimables attentions qu'il a eues pour nous.

SENTENCES.—W. Kunoth, convaincu de s'être approprié le montant de la vente de deux tableaux qui lui avaient été confiés, a été condamné à un an de travaux forcés.

John Henry, pour avoir volé un billet de $20, a été condamné à un an de pénitencier.

AFFAIRE DE SARAH JANE.—Pour cette fois, le juge Cooley n'a pas voulu accorder le writ d'*habeas corpus* demandé pour cette pauvre malheureuse. Il a dit que sa décision avait été commentée avec sévérité, il avait besoin de temps pour la justifier. En conséquence, Sarah Jane a été provisoirement renvoyée en prison.

TENTATIVE DE FRAUDE.—Marc Jourdan et John Sydney ont été arrêtés sur l'accusation d'avoir essayé de vendre de fausses montres à la gare du chemin de fer de Chattanooga.

VOL.—La maison de M. C. Laplace, rue Carondelet, entre les rues Washington et Troisième, a été visitée vendredi so